

**Politis**  
HORS-SÉRIE N° 57

# Politis

HORS-SÉRIE  
NOVEMBRE  
DÉCEMBRE 2012  
[www.politis.fr](http://www.politis.fr)

Économie verte  
**La nature  
à vendre**



# Une source de bienfaits dans les savanes

Une simple station de pompage peut changer le quotidien de milliers de villageois en Afrique, et d'abord celui des femmes. Une ONG suisse s'attache à multiplier ces installations.

« **C**e château d'eau, nous l'avons baptisé château de vie, il nous a sauvés ! » Derrière Souni Sanwagou, c'est une fête spontanée qui agite la bourgade de Mandouri, dans l'extrême nord-est du Bénin. Une foule

elle est pompée directement dans la nappe phréatique.

Chez Souni Sanwagou, pas une pointe d'exagération. Elle raconte la vie « d'avant-château ». De février à juin, alors que les puits à ciel ouvert sont taris, c'est dans des marigots ou dans le fleuve Oti qu'il fallait aller puiser de l'eau, à huit kilomètres de là. « Vous imaginez les femmes, tous les jours, sans chaussures, un enfant dans le dos et une bassine sur la tête... C'était très pénible. Et puis l'eau était imbuvable, mais on la buvait quand même, faute de mieux. Elle multipliait les parasites et les maladies. » La corvée d'eau, prioritaire dans les foyers, a un impact déterminant sur la vie des jeunes filles : réquisitionnées par leurs mères, elles sont régulièrement soustraites à l'éducation scolaire. « Il nous faut d'autres châteaux pour déraciner définitivement la souffrance des femmes d'ici ! Aujourd'hui, je bois l'eau venant des Suisses, et j'espère qu'ils continueront à nous apporter leur aide... » C'est en effet une ONG genevoise, Ingénieurs et architectes solidaires (IAS) (1), qui a permis l'édification de la station de pompage et d'adduction, avec l'appui de l'association Afrique école.

Mandouri, 11 000 habitants, est située dans la province des Savanes. À plus de 700 kilomètres de la capitale, Lomé, cette zone semi-désertique est peu desservie par le réseau routier. À la saison des pluies, le fleuve déborde régulièrement, envahissant les terres. Une bénédiction pour la culture du riz, mais ces inondations coupent la région du reste du pays.

Il existait bien un forage à Mandouri, qui fournissait une eau de meilleure qualité que les puits à ciel ouvert. Mais il fallait deux

personnes pour actionner la pompe à bras : beaucoup d'efforts pour à peine plus de 1 000 litres extraits par heure. Dans les interminables files d'attente naissaient des disputes.

**Heureusement, l'eau souterraine** reste accessible : c'est l'une des conditions d'intervention d'IAS, qui s'est spécialisée dans le domaine de l'adduction d'eau en Afrique de l'Ouest, où elle intervient surtout au Togo, au Bénin et au Burkina Faso. « Les nappes phréatiques sont abondantes en Afrique, on l'ignore souvent. Et ces régions ne sont pas dépourvues de forages. Cependant, ils sont souvent délaissés, parce que la pompe à main ou à pied est trop pénible à actionner, ou parce qu'elle est cassée, tout simplement », constate Bernard Bérout, président d'IAS. Pièce au mécanisme très sollicitée, elle doit généralement être changée tous les six mois. Un jour, l'argent manque, et le forage est abandonné.

À Mandouri comme dans la plupart des dix-sept autres localités où l'ONG a travaillé sur l'adduction d'eau, le principe d'intervention est identique : comme les forages coûtent très cher pour des budgets associatifs – de l'ordre de 10 000 euros –, il faut remplacer les pompes « à énergie humaine » par des modèles électriques de bonne qualité, au débit cinq à six fois plus important.

En milieu rural, l'électricité est encore moins disponible que l'eau : IAS installe donc des panneaux photovoltaïques, parfaitement indiqués dans ces régions très ensoleillées. Ils n'exigent aucun entretien, si ce n'est un dépoussiérage de temps à autre ; il n'y a pas de batteries (chères et polluantes), la centrale fonctionne quand il y a du soleil. Le meilleur site d'exposition pour cet équipement fragile : au sommet du château d'eau, dernière pièce maîtresse des

**L'amélioration des conditions de vie est incontestable : moins de corvées, meilleure santé, scolarisation accrue des filles.**



Dans le bourg d'Ogaro (Togo), une station de pompage solaire.

empressée de femmes et de fillettes se bouscule joyeusement, bassines sur la tête et bidons à la main. C'est jour d'inauguration de l'installation, le 22 mars 2008. La vidéo tournée à cette occasion montre l'eau coulant à gros jet des robinets de la borne-fontaine alimentée par le réservoir. Pure et parfaitement potable :



stations d'adduction électro-solaires d'IAS. Le modèle, simple, contient 27 000 litres, soit environ quatre jours, en moyenne annuelle, d'une confortable autonomie aux familles en cas de défaut d'ensoleillement.

À proximité, des bornes-fontaines reliées au réservoir ont été construites pour faciliter la distribution. Détail à grand bénéfice : certains robinets sont placés en hauteur. Les femmes qui s'approvisionnent à la bassine (25 litres) peuvent la remplir en la gardant sur la tête, s'épargnant des manœuvres éreintantes pour le dos.

Dans ces régions où plus de 80 % de la population n'a pas accès à une eau potable de bonne qualité, l'amélioration des conditions de vie est incontestable : moins de corvées, une meilleure

santé, une scolarisation accrue des filles, etc. Les plus anciennes installations, comme à Gbéova et Avogbedgi, au Bénin, tournent depuis 2005 et donnent techniquement entière satisfaction. Les panneaux solaires affichent une durée de vie de plus de vingt-cinq ans, seule la pompe exige de la maintenance.

« C'est très généralement sur des défauts de gestion que nous rencontrons des difficultés dans la durée, admet Bernard Bérout. Aussi, nous tenons à signer un contrat avec des associations locales partenaires pour définir un cadre propice à la pérennité du projet. » Car il faut entretenir et remplacer les robinets, éléments fragiles, et surtout pourvoir au remplacement périodique de la pompe, qui lâche au bout de trois à quatre ans selon l'intensité de

l'usage. Coût du remplacement, transport de Suisse compris : environ 2 000 euros. « Mais cela reste moins onéreux, et surtout moins fréquent, qu'avec des modèles manuels », souligne Bernard Bérout, dont l'ONG s'organise pour stocker quelques pompes d'avance dans les pays où elle intervient, afin de réduire le délai de réparation en cas de casse.

**Ainsi, il est inscrit dans le contrat** que l'accès à l'eau sera payant, selon un tarif établi par les habitants eux-mêmes, afin de financer l'entretien. Classiquement, une redevance de 10 FCFA (2) – indolore – est prélevée sur le remplissage de chaque bassine ou bidon. Il est aussi convenu que le montant correspondant au remplacement de la pompe doit être déposé sur un compte bancaire bloqué dès »

Les stations de pompage solaires d'IAS alimentent de petits châteaux d'eau (Bagré, en haut, et Ayakopé, ci-dessus, au Togo). Autant de corvées d'eau en moins pour les fillettes.

PHOTOS : BERNARD BÉROUD - IAS

# L'EAU EN COMMUN



À Ouassougon (Bénin), jusqu'en 2004, les femmes ont pompé l'eau à la force des jambes, pour un débit limité.

BERNARD BÉROUD - IAS

» que la trésorerie le permet. Ce n'est pas un problème : la collecte couvre largement les besoins. Pendant sa durée de vie, une pompe aura permis de générer trois fois son coût de remplacement.

Cette petite économie villageoise de l'eau potable autorise donc, outre la maintenance,

la rémunération de fontainiers chargés de la perception de la redevance. « *Nous faisons en sorte qu'il s'agisse de femmes*, signale Bernard Béroud. *Directement concernées par le bon fonctionnement de l'équipement, elles sont plus assidues à ce type de tâches et souvent plus fiables quand il s'agit de gérer l'argent*

*communautaire... Plus les femmes sont impliquées dans l'administration des stations, et mieux celles-ci fonctionnent.* »

Dans le village burkinabé de Songpelsé comme à Bagré, dans le nord du Togo, qui comptent parmi les réussites du programme, les habitants ont créé des périmètres maraîchers à proximité du château d'eau. Pendant la saison sèche, quand les puits sont taris, l'irrigation prend le relais de la pluie afin que les paysans poursuivent leurs cultures sans concurrencer la consommation humaine.

**La qualité des personnes impliquées** est déterminante. Ainsi, un bénévole très motivé, aussi compétent en technique qu'en gestion, est-il passé au statut de salarié, rémunéré par les communautés de Gbéova, Avogbedgi et Ahota (Bénin) pour la maintenance de leurs stations. « *C'est aussi une manière d'éviter, en milieu rural, l'exode des professionnels de valeur* », reconnaît Bernard Béroud.

IAS, qui jusqu'à présent déplaçait ses bénévoles sur ses opérations, aborde depuis quelques mois une nouvelle phase : la formation de techniciens locaux au montage des stations d'adduction, « *car ces pays ne manquent pas d'électriciens, de maçon ou de plombiers* ». Début novembre 2012, quelques-uns d'entre eux, repérés au Burkina Faso à l'occasion de précédentes installations, participeront aux quatre prochains chantiers qui démarrent dans l'ouest et le sud du pays.

« *Ils sont conscients que, pour les suivants, ils devront se débrouiller tout seuls. Nous souhaitons ainsi infléchir l'activité de notre ONG afin de réduire nos déplacements et de concentrer notre énergie sur le montage des projets* », affirme le président.

Bernard Béroud rêve de populariser le modèle des stations de pompage « IAS », et vise l'installation d'une centaine d'exemplaires à moyen terme. Impossible actuellement, faute de financement. Les frais de fonctionnement de l'ONG sont certes très réduits – tout le monde y est bénévole, dont le président, qui consacre sa retraite à faire tourner la boutique –, mais les subventions, qui proviennent de collectivités territoriales suisses ou de fondations privées, ne financent les projets qu'un à un. « *Nous avons bien tenté d'approcher les grandes agences de l'ONU, comme le Programme des Nations unies pour le développement ou l'Unicef, mais elles ne travaillent en général qu'avec les États. Néanmoins, je ne désespère pas.* »

Une station de pompage électro-solaire coûte 35 000 euros. Un investissement modeste, défend IAS, au regard des bénéfices économiques et sociaux considérables qu'il apporte aux villages. ■

» Patrick Piro

» P. P.

(1) [www.ias-ch.org](http://www.ias-ch.org).  
(2) environ 1,5 centime d'euro.

## Les compagnons de l'eau au Bénin

« *Ces paysans que l'on disait incapables de conduire un tel projet, eh bien ils l'ont fait !* », lance le Béninois Patrick Atohoun, administrateur d'Emmaüs International, qui mène des actions dans 36 pays dans le monde. Lors du Forum alternatif mondial de l'eau, à Marseille, en mars dernier, il exposait la réussite de milliers de ses compatriotes vivant sur les berges du vaste lac Nokoué (plus de 200 km<sup>2</sup>), à proximité de la capitale, Cotonou. Plus de 90 000 personnes y vivent, souvent de modestes pêcheurs à la vie âpre, analphabètes à 90 %. L'eau est omniprésente, mais elle est devenue imbuvable : trop polluée par les déjections humaines et les déchets. Il faut parcourir des kilomètres pour trouver à boire,

et encore, c'est souvent de l'eau de puits sale.

En 2003, l'association Sonagnon se mobilise pour inciter la population à adopter des gestes d'assainissement. Trois ans plus tard, Emmaüs International est sollicité par son groupe béninois. De nombreux compagnons d'Emmaüs seront associés, sur place et en France, à un projet ambitieux visant à procurer un accès à l'eau potable et des équipements sanitaires à 70 000 villageois. « *Et nous avons estimé possible la voie d'une gestion publique et communautaire des équipements, à rebours de la délégation privée de service* », souligne Patrick Atohoun.

De 2006 à 2010, une première phase pilote, menée sur deux

sites, a déployé le programme sur quatre volets : accès à l'eau potable (forages), assainissement (construction de latrines, douches, lavoirs), promotion des règles d'hygiène, gestion collective du projet.

Près de dix mille personnes bénéficieront déjà des nouveaux équipements. Depuis 2011, le programme s'étend à sept autres sites autour du lac. Prévision, pour 2015 : la constitution de 9 réseaux d'adduction d'eau, avec 12 forages et 154 bornes-fontaines, la construction de 139 sanitaires et l'entrée en service d'un dispositif de traitement des eaux usées et des déchets.